

**Zeitschrift:** Annales fribourgeoises  
**Herausgeber:** Société d'histoire du canton de Fribourg  
**Band:** 5 (1917)  
**Heft:** 4-5

**Artikel:** La fin des grands seigneurs  
**Autor:** Montenach, G. de  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-817690>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 23.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# LA FIN DES GRANDS SEIGNEURS,

par G. DE MONTENACH.

L'épouvantable époque que nous traversons ressemble de plus en plus, tout en la dépassant en horreurs et en dévastations, à celle que nos grands-parents vécurent.

Notons cependant une différence : il y a 120 ans, la guerre sortit de la révolution, tandis qu'aujourd'hui, cette dernière est engendrée par la guerre.

En 1914, lorsque les hostilités commencèrent, elles avaient pour mobile la solution de problèmes nettement politiques, et aucun idéal, aucun principe ne paraissaient engagés.

Actuellement, tout est changé ; en se prolongeant et en s'étendant, la guerre a fini par remettre toutes choses en question, et le conflit actuel, sans rien perdre de sa grandeur tragique, prépare de plus en plus une transformation sociale profonde, en même temps qu'un nouvel épanouissement de la démocratie et de l'esprit républicain.

Je me bornerai ici à quelques réflexions sur un des résultats du cataclysme mondial ; pour n'être pas le plus important, il n'en offre pas moins d'intérêt. « Cette guerre est la fin des aristocraties », disait, il y a peu de temps, un prince allemand à quelqu'un de ma connaissance.

Je n'aurais pas employé ici le pluriel ; des aristocraties, il y en aura toujours, même avec le régime le plus égalitaire : aristocratie intellectuelle ou scientifique, ploutocratie, bureaucratie, mais c'est bien véritablement à l'effondrement de l'aristocratie traditionnelle et historique, de la noblesse, en un mot, que nous assistons.

Cet effondrement qui sera surtout sensible au retour de la paix, aura des causes politiques et des causes économiques.

Des causes politiques dans les pays où la noblesse avait gardé des droits et des priviléges, des causes économiques, partout.

C'est en jetant un regard sur chacun des pays engagés dans la mêlée sanglante que nous nous en rendrons compte.

Je veux surtout parler de la noblesse qui forme un corps dans l'Etat, de celle qui a conservé ses priviléges et ses possessions, de celle dans les rangs de laquelle se maintenait ce type social : le grand seigneur.

Qui nous donnera un bon livre sur la noblesse, nous disant combien il y en a eu de successives dans chaque pays et comment chacune s'est élevée et s'il s'en élèvera encore, et quelles furent les causes des décadences et des extinctions ? Qui nous dira si nous n'assistons pas aujourd'hui, sans nous en douter, à la formation de nouvelles classes de privilégiés, malgré tous les souffles impétueux du vent démocratique et grâce peut-être à la démocratie elle-même ? Jamais cette question n'a été encore étudiée dans son ensemble, dans toutes ses relations avec le domaine politique et social. Depuis que la noblesse est devenue, dans beaucoup de pays, une mondanité, on a cessé de l'envisager sous son jour historique.

Dans les lignes qui vont suivre, je veux m'attacher à signaler exclusivement les répercussions des évènements actuels sur la situation des derniers grands seigneurs encore existant en Europe.

Il faut se garder de confondre le grand seigneur et l'homme riche et opulent qui, souvent, dépasse le premier par sa fortune, mais qui ne représente aucune tradition et n'a aucun lien particulier avec le pays où il jouit de ses biens. Si quelques ploutocrates font exception à cette règle, c'est pour la confirmer.

Le grand seigneur porte un nom historique. Il a joué un rôle dans le pays ; il vit sur des terres patrimoniales, possède des châteaux et des hôtels qui sont souvent des monuments classés et dans lesquels sont réunis des souvenirs de famille ou des collections de grande valeur.

Le vrai grand seigneur n'est pas un de ces Crésus modernes, infiniment mobiles, qu'on rencontre sur toutes les plages à la mode et dans tous les casinos ; c'est quelqu'un qui est, au contraire, attaché à un endroit déterminé, où sa famille a peut-être exercé autrefois un certain pouvoir et où il a encore, sinon toujours des droits, en tous cas des charges à supporter et des devoirs à remplir.

Ces charges et ces devoirs supposent une fortune permettant de faire face aux unes et d'exercer les autres. C'est pourquoi un

personnage de la plus haute noblesse ne peut plus compter, fût-il le meilleur des gentilshommes et le plus honnête homme du monde, parmi les grands seigneurs, dès que sa fortune est devenue modeste, dès qu'il n'est plus en état de tenir un train de maison correspondant à son passé.

C'est pourquoi depuis cent ans, le nombre des vrais grands seigneurs a été en constante diminution, spécialement dans les pays latins, où tous les avantages légaux ont disparu et où sont seules demeurées certaines charges trop lourdes et sous le poids desquelles un grand nombre ont été écrasés. En France, par exemple, beaucoup de noms illustres sont encore authentiquement portés, mais combien reste-t-il dans ce pays de vrais grands seigneurs pouvant continuer, malgré toutes les spoliations de la Révolution, malgré le Code civil, à soutenir l'éclat de leur maison, là où elle a ses racines ? Pas cinquante.

L'ensemble de la noblesse française actuelle n'a plus qu'une existence mondaine, mais chose curieuse à noter, il y a longtemps qu'il en est ainsi et sous Louis XIV les nobles de Versailles n'exerçaient pas un rôle social beaucoup plus efficace.

Il est vrai que les roturiers, qui alors devenaient ministres ou conseillers du Roi se hâtaient d'acheter un titre, alors qu'aujourd'hui ils restent Dupont ou Durand.

Beaucoup de choses auraient été peut-être changées dans l'histoire de France, si, comme en Angleterre, le fils aîné avait seul porté le nom nobiliaire, le titre héréditaire, s'il avait seul fait fonction de seigneur et si les cadets s'étaient remis à s'appeler comme tout le monde et à accepter et à remplir les fonctions de tout le monde.

Un peuple supporte une aristocratie de trois cents lords, il ne souffre pas une classe de 150 000 nobles dont la plupart ne peuvent avoir que des prétentions et n'être d'aucune utilité sociale.

En France, la vieille noblesse qui, depuis 1830, avait boudé les gouvernements successifs et s'était tenue à l'écart, a magnifiquement fait son devoir dans la guerre actuelle ; mais elle a été décimée, et un grand nombre de noms ont été éteints par la mort de leur dernier héritier.

Ces familles n'avaient plus, dans la France d'aujourd'hui, aucun rôle public à jouer, mais elles détenaient encore une part

notable de la fortune nationale ; elles étaient riches en terres, en châteaux, en hôtels ; elles possédaient un grand nombre d'objets d'art, de collections, de souvenirs du passé.

Dès que la paix sera signée et qu'on devra se préoccuper de faire face, en France, à la situation financière, la richesse acquise sera frappée d'impôts fabuleux, et peut-être d'une confiscation partielle. De ces mesures fiscales, ce sont les familles assises dans leur province qui souffriront le plus. Les grandes propriétés terriennes seront forcément morcelées et la vie de château deviendra impossible, parce que les châteaux eux-mêmes seront un trop grand luxe et exigeront trop d'entretien, trop de domesticité pour qu'on puisse, dans les circonstances nouvelles, y soutenir le train d'autrefois.

Après la guerre, on achètera, en France, des châteaux pour rien, et plus ils seront vastes, plus ils seront à bon marché et seuls les Américains et les juifs pourront les acheter. A moins que, comme après la Révolution française, il ne se constitue des *bandes noires* pour les démolir, pour en vendre les matériaux, et pour faire exploiter les parcs par des bûcherons.

Les objets d'art conservés dans ces habitations seigneuriales ou dans les résidences urbaines sont également menacés ; ils le seront bien davantage encore si, comme il en est question, un impôt spécial les atteint. Nous sommes exposés à voir, peu à peu, toutes les belles choses de la France et de l'Europe, passer dans le *Nouveau-Monde*, entre les mains des Crésus des Etats-Unis, de l'Argentine et du Brésil. Il fallait venir en Europe pour voir les belles choses de la Chine ; il faudra aller dans le *Nouveau-Monde* pour voir les chefs-d'œuvre de notre antique patrimoine.

Les œuvres artistiques d'art européen jouent un grand rôle dans les bouleversements des Etats et dans les calamités familiales ; ce sont des valeurs fragiles, mais souvent durables, qui se changent, selon les besoins, en bel argent monnayé et se vendent plus qu'au poids de l'or. Les tableaux, les statues ornent, pendant plusieurs générations, une demeure princière, pour laquelle parfois, l'artiste les a conçus, et un jour, sont transplantés dans quelque salle de vente pour être mis aux enchères, subir le douloureux encan et les vagabondages mercantiles, plus tristes encore.

Tout ce que je viens de dire à propos de la France peut s'appliquer à l'Italie.

Déjà avant la guerre, les grandes familles historiques de Rome, de Florence, de Gênes, avaient beaucoup de peine à conserver leurs palais, même après les avoir transformés en caravansérails locatifs, même après s'être dépouillées d'une partie des richesses qu'ils contenaient.

La situation des princes romains qui figuraient, il y a moins de cent ans encore, parmi les plus grands seigneurs du monde, a vraiment quelque chose de tragique, dont ne peut se douter celui qui n'a pas été admis dans l'intimité de certaines de leurs familles.

Ces malheureux sont obligés de sacrifier sans cesse le nécessaire au superflu, de vivre sans confort, au milieu des plus grands trésors de l'art qu'il leur est interdit d'aliéner. Et il y a un tel contraste entre le faste du passé, encore visible, et la situation présente, qu'on en emporte une impression vraiment déchirante. Déjà écrasée d'impôts, déjà incapables d'entretenir leurs châteaux et leurs villas et de faire cultiver rationnellement leurs domaines, comment les grands seigneurs italiens pourraient-ils supporter les nouvelles lois fiscales qui s'imposeront demain et qui rendront un certain train de vie impossible, même à ceux qui avaient pu, par d'heureux mariages, le prolonger jusqu'ici ?

Si on impose, en Italie, les objets d'art et les collections qui sont encore propriété privée, et qui représentent des milliards, comment pourra-t-on forcer leurs détenteurs à observer la loi Pacca, puisque l'Etat ne sera pas en mesure d'acheter lui-même les choses qu'il défend de vendre à l'étranger ? Si, par malheur, sous la pression des nécessités urgentes, la loi Pacca devait être suspendue dans ses effets conservateurs, quelle exode de merveilles, quel appauvrissement de l'Italie en serait la conséquence !

La solution de ce problème délicat intéresse aussi beaucoup les corporations religieuses qui possèdent en grand nombre des objets d'art sans prix. Vouloir les imposer, comme on en a déjà exprimé l'intention, c'est mettre ceux qui les détiennent dans l'impossibilité de les conserver.

Un autre problème se posera en Italie : celui du partage des terres, de ces vastes espaces, souvent peu cultivés, que leurs propriétaires ne pourront pas mettre en valeur, faute de ressources suffisantes pour le faire et qui n'en seront pas moins frappés d'impôts formidables. Un grand changement dans le régime de la propriété, la disparition des *latifundia*, sont donc à prévoir, et

ce sont encore les familles les plus anciennes, celles qui possèdent, comme on dit, des biens au soleil, qui souffriront le plus du nouvel état de choses.

En Angleterre, la noblesse forme encore un corps politique représenté par la Chambre des Lords, dans laquelle ont seuls le droit de siéger, les ducs, les marquis, les comtes et les barons ou, pour mieux dire, les aînés des familles qui possèdent ces titres. De violents assauts étaient lancés contre la « Chambre des Lords » avant la guerre. Elle ne lui survivra pas longtemps, au moins dans sa forme actuelle.

On sait que l'aristocratie anglaise a une constitution particulière, qui provient du maintien du droit d'aînesse et de l'inaliénabilité des majorats. Grâce à ce système, les chefs de famille sont restés puissamment riches ; mais déjà leurs revenus sont frappés de 40 % d'impôts, et plus d'un grand seigneur se demande avec anxiété comment il pourra entretenir son hôtel à Londres, ses châteaux, ses parcs, ses chasses avec ce qui lui reste.

Les charges de ces grandes fortunes historiques sont énormes, mais comme il sera impossible d'y faire face, il faudra en arriver à une liquidation au moins partielle des biens. Depuis la guerre, nous avons vu plusieurs lords vendre les plus précieuses pièces de leurs collections picturales, et ce sont toujours des Américains qui ont été les acquéreurs.

Mais voici quelques années déjà que les châteaux des lords ne sont pas des forteresses assez puissantes pour résister aux dollars des milliardaires de la 5<sup>me</sup> Avenue ou de Boston. Le prestige des pairs est fort diminué, leurs fortunes périclitent terriblement, et leurs dépouilles commencent à enrichir Chicago et Buenos-Ayres. La noblesse anglaise est ainsi appauvrie au profit de l'Amérique où, dès qu'une catastrophe se produit, les mains se tendent, pleines d'or, convoitant les plus précieux joyaux des antiques familles.

Ce n'est pas pour la première fois dans l'histoire que la pairie anglaise sera forcée de se dépouiller. Un des premiers soins du Parlement de Cromwell ne fut-il pas de vendre tout ce qui appartenait à Charles I<sup>er</sup> et de priver ainsi le pays d'œuvres superbes comme le « Concert champêtre » du Giorgione, l'« Antiope » du Corrège, ou la « Mise au tombeau » du Titien, aujourd'hui au Louvre ? La guerre civile et la tyrannie puritaine valurent à l'Angleterre

la perte d'une grande partie de la collection du comte d'Arundel, mécène aussi compétent que désintéressé, et de tout le cabinet de peinture du duc de Buckingham. Ceux qui se préoccupent de l'avenir économique de l'Angleterre regardent comme indispensable une meilleure répartition des terres, ils signalent comme un abus dangereux dont les résultats se font aujourd'hui déjà sentir, le fait que de vastes territoires sont à peine cultivés pour servir de terrains de chasse.

Des lois seront promulguées qui transformeront certainement le régime anglais de la propriété rurale, et nous verrons peu à peu fondre de vastes propriétés dont quelques-unes se sont constituées sous Guillaume le Conquérant.

Ce qui se passe en Russie est encore bien obscur ; une chose certaine, c'est que le partage des terres aura lieu et que la noblesse y sera dépossédée, avec ou sans indemnité. Avant la Révolution, la noblesse, dans chaque gouvernement ou province du vaste empire moscovite formait un corps officiel qui avait ses assemblées particulières et un chef, nommé Maréchal de la Noblesse.

Qu'en sera-t-il demain ? Bien certainement, ces priviléges disparaîtront et peut-être même assisterons-nous à la déchéance rapide et profonde de toute une classe sociale.

Le théâtre et le roman s'étaient emparés en France du prince russe, du fastueux Boyard, propriétaire de territoires immenses, dépensier, généreux et qui ne comptait pas. Périodiquement, il y avait toujours un prince russe qui revenait au premier plan, dans la chronique parisienne ; c'est lui qui entretenait l'actrice la plus cotée, c'est lui qui payait rubis sur l'ongle les colliers fabuleux. Reverra-t-on jamais ce prince russe ? Son patrimoine était complètement terrien et minier, et il est bien certain qu'une très vaste expropriation sera votée par les Constituantes, et même ceux des princes russes qui, à la suite de placements à l'étranger, pourront rester riches, cesseront d'être des grands seigneurs.

Je suis du reste persuadé qu'après la guerre, une fois les frontières ouvertes, une bonne partie de la noblesse russe émigrera à l'étranger ; elle est trop cosmopolitisée pour pouvoir s'accommoder du nouveau régime, pendant sa période de gestation.

Les grands seigneurs polonais, qui s'étaient maintenus puissants, malgré toutes les vicissitudes traversées par leur patrie, semblent avoir un meilleur avenir devant eux, si la reconstitution de la Pologne s'accomplit.

Cependant, il ne faut pas s'y tromper. Si les grands seigneurs polonais sont restés influents, il faut l'attribuer au fait que le peuple polonais n'avait point, dans le monde, d'autres représentants qu'eux. Ils incarnaient les gloires et les traditions auxquelles se rattachait éperdûment une nation martyrisée.

Mais le jour où cette nation ressuscitée se dotera d'un régime politique moderne, nous verrons l'action prépondérante des grands seigneurs baisser graduellement et peut-être assisterons-nous, là aussi, à une grande révision de la propriété foncière, exercée sous la pression des classes populaires enfin organisées.

Le corps des officiers russes était presque entièrement formé de nobles. Les rudes combats de ces trois dernières années ont fait d'énormes brèches dans ses rangs ; ces vides, on les a comblés en faisant appel à des représentants de la classe intellectuelle, et voilà ce qui explique la Révolution et l'a rendue possible.

En Allemagne aussi, l'esprit de caste qui régnait dans l'armée et qui rendait presque impossible à un bourgeois l'accès des grades supérieurs, a été rudement ébranlé.

Les junkers sont morts, et bien des régiments sont aujourd'hui commandés par des officiers qui étaient naguère des commis de bureau, des étudiants, et qui appartiennent à la petite bourgeoisie. C'est un changement immense, déjà accompli, et qui aura sa répercussion sur tout l'état social. La fureur guerrière empêche encore qu'on juge à sa juste valeur les conséquences d'un tel événement.

Quand on parle de l'Allemagne, il ne faut pas oublier qu'elle est encore en pleine féodalité, le servage en moins.

L'empire germanique est une Confédération de royaumes et de principautés, et cette situation politique a pour résultat de multiplier les charges de cour, et de maintenir plus nombreux que partout ailleurs les foyers où s'alimente l'esprit de caste. Aux princes et ducs régnants, il faut ajouter toute la phalange des seigneurs médiatisés qui sont non seulement regardés comme étant les égaux des personnes souveraines, mais qui ont encore conservé, dans les anciens territoires dont ils ont été dépossédés, une foule de droits et de priviléges.

Cette dépossession elle-même n'a pas été toujours complète ; le sol, les villages, les châteaux, sont restés souvent la propriété des anciens maîtres, qui n'ont perdu que leur indépendance politique, leur droit de gouverner.

Au-dessous des médiatisés, nous trouvons la haute noblesse ; au-dessous de celle-ci, la petite noblesse historique, et enfin les nouveaux nobles ; et il n'en manque pas, car il s'en fabrique tous les jours.

Vous croyez que c'est fini : pas du tout ; il faut ajouter à ces diverses catégories les bourgeois, les industriels qui, grâce à leur richesse, possèdent des biens seigneuriaux, et sont devenus ce qu'on appelle en Allemagne, *Rittergutbesitzer*, ce qui leur permet de jouir des avantages attachés à ces biens nobles.

Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, une alliance politique assez étroite s'est formée, en Allemagne, entre la noblesse et le monde de la haute finance et de l'industrie, entre la noblesse et les professeurs des universités, et tout ceci m'amène à dire que la chute de cette imposante construction n'est pas aussi proche que semblent le croire ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités.

Souvenons-nous toujours que la féodalité est un état social d'origine germanique, et que l'héraldique a également des origines germaniques. Gobineau et ses émules ne prétendent-ils pas que toute la haute noblesse européenne est de sang allemand ! Il est bien certain, en tous cas, que la démocratie est d'origine essentiellement gréco-latine, et c'est ainsi que l'on a pu écrire que la Révolution française était une revanche des Gaulois ou pour mieux dire, des Gallo-Romains, sur les Francs !

Un des Allemands qui fait partie en Suisse du petit groupe républicain qui s'est dernièrement formé, ne disait-il pas, l'autre jour, en réponse à une question, que pour démocratiser l'Allemagne, il faudrait cent ans ou un jour ! Il voulait entendre par là qu'à moins d'un cataclysme brutal qui chambarderait tout en peu de temps, il fallait s'attendre à une évolution très lente, lenteur qui s'explique par l'existence, en Allemagne, de plusieurs dynasties et du système fédératif qui est le meilleur rempart contre des changements trop brusques. C'est là où il n'y a qu'une seule tête, qu'il est facile de la trancher d'un seul coup.

Si, comme cela est encore le secret du destin, l'Allemagne est vaincue dans cette guerre, c'est malgré tout sa noblesse qui supportera en premier lieu les conséquences de la défaite.

Les Chambres des Seigneurs, il y en a une en fonction dans chaque Etat confédéré, seront réformées ou supprimées ; beaucoup

de priviléges héréditaires seront abolis et il est bien certain que des impositions gigantesques frapperont les biens seigneuriaux, et ces impôts pourront monter tellement haut qu'ils rendront illusoires les avantages que procure la possession d'un majorat ou d'un fidéicommis.

La vie seigneuriale deviendrait alors impossible, et il faudra trouver des moyens de s'adapter à des circonstances qui ne se sont encore jamais présentées ; cette adaptation baissera en tous cas de plusieurs marches le piédestal de l'aristocratie teutonique.

Le sort des hobereaux allemands ne m'émeut guère, car c'est à eux qu'on doit les calamités de l'heure présente.

Leur genre cassant et hautain a valu à l'Allemagne des grâce à leur influence que le antipathies universelles, et c'est fléau des armements a été, avant de nous amener à la guerre, une des principales causes du malaise social contemporain.

Il ne faut, du reste, pas confondre le grand seigneur allemand avec le junker prussien. Le junker n'a jamais été un grand seigneur. Sa fortune a toujours été assez modeste et c'est pourquoi M<sup>r</sup>. de Bülow-Körchow, dans un article de la «Kreuzzeitung», divisait la société prussienne dirigeante en deux classes de tendances opposées : le courant matérialiste, représenté par les manieurs d'argent et voués à Mammon, et le courant idéaliste, incarné uniquement dans les nobles dont il célèbre la pauvreté et la simplicité.

Théodore Fontanne aurait goûté cette formule, lui qui appréciait si fort les junkers. Certes, il n'ignorait point leurs défauts, leur étroitesse d'esprit, leur dureté, leur obstination, et sans souscrire entièrement au fameux mot de Mommsen disant : «Avec le cerveau d'un Bebel, on fournirait la matière cérébrale à douze hobereaux, et encore ceux-ci seraient-ils la lumière de leur parti, du moins ne mettait-il pas très haut leur intelligence. N'oublions pas, toutefois, que c'est la classe des junkers qui a fourni à l'Allemagne deux intelligences supérieures, Bismarck et le prince de Bülow, tandis que les grands seigneurs n'ont à leur actif que le chancelier de Hohenlohe.

En général, les princes médiatisés jouent un rôle très effacé dans la vie publique allemande ; ils ont des habitudes et des relations cosmopolites, des alliances dans tous les pays, et ils se distinguent en cela des vrais junkers, très attachés à leur région

et qui, s'ils sont durs aux autres, le sont également à eux-mêmes. Ce sont les hobereaux qui constituent le vrai soutien de la monarchie prussienne et par conséquent de la maison de Hohenzollern et de ses représentants, que beaucoup d'autres grands seigneurs allemands de plus antique lignage, ne se gênent pas de traiter de parvenus.

Cependant, depuis 1870, la noblesse prussienne a voulu imiter la haute bourgeoisie enrichie par le commerce, l'industrie et la spéculation, et s'est laissé entraîner et corrompre par elle. Cette bourgeoisie ploutocratique a ébloui la noblesse restée simple, par son luxe, ses réceptions, ses villas, ses équipages, ses automobiles ; les hobereaux ont voulu *faire avec*, mais n'en ayant point les moyens, ils se sont endettés formidablement. C'est peut-être pour cela qu'ils ont envisagé la guerre comme une opération fructueuse qu'il faudrait tenter. Les événements leur ont donné tort, puisqu'ils sont aujourd'hui menacés, non seulement dans leur influence politique, mais dans leurs intérêts économiques.

Malgré tout, la Prusse sera encore longtemps le refuge des derniers gentilshommes campagnards authentiques, mais ceux-ci seront de moins en moins des grands seigneurs.

La situation de l'aristocratie en Autriche et en Hongrie est à peu près semblable à celle de l'Allemagne, avec cette différence qu'elle se groupe autour d'une seule dynastie, avec cette différence également que l'abîme y est plus profond entre la première et la seconde noblesse.

La situation financière de l'Autriche après la paix sera certainement au-dessous de celle de toutes les autres grandes puissances ; il faudra prendre des moyens extraordinaires, et parmi ces moyens, on a déjà proposé la confiscation pure et simple du quart ou du tiers de toutes les fortunes à partir d'un certain chiffre. Comme ailleurs, les grands propriétaires terriens seront les plus frappés, parce qu'ils sont plus saisissables.

Partout, après la guerre, dans les grands comme dans les petits pays, la richesse acquise sera traquée, mais c'est la richesse traditionnelle, celle qui est le fruit d'une longue hérédité, celle qui s'étale dans un coin de terre déterminé qui recevra le plus de coups.

Un coup terrible sera porté aux familles aristocratiques par la suppression de l'héritage en ligne collatérale à partir du second

ou troisième degré ; on ne pourra plus compter sur les *espérances* qui jouaient un si grand rôle, et qui devenaient souvent une fructueuse réalité.

Il ressort de toutes les indications que je viens de donner que cette guerre a imprimé à la roue de la fortune un mouvement vertigineux, et que nous allons assister aux plus grands transferts de propriété que l'histoire ait connus ; ceux qui devront se sacrifier pour l'honneur et le salut de leur patrie respective ne sauraient se plaindre du malheur qui les atteint, s'ils avaient la certitude que ce qu'on leur prendra servira vraiment au bien du peuple tout entier ; malheureusement, il est à craindre, et trop d'exemples dans le passé le prouvent, il est à craindre, dis-je, que la haute finance cosmopolite, que la ploutocratie juive et judaïsante qui possèdent cent moyens de dissimuler des fortunes très mobiles, n'aillent encore s'enrichir des dépouilles des autres.

La fortune enracinée sera diminuée, la fortune déracinée s'arrondira.

Pour empêcher cela, faudrait-il en arriver à confisquer les fortunes qui dépassent 10 000 francs, comme le disait naguère un conseiller national socialiste, sans se douter que ces 10 000 francs constituaient bien vite, aux yeux d'autres compagnons, un privilégié intolérable ?

Toute lutte contre la richesse est vaine ; elle échappe à toutes les poursuites, elle ne fait que changer de mains ; on ne peut donc pas l'atteindre, elle, mais seulement ceux qui la possèdent, et tant que l'homme produira, il en enrichira d'autres par son travail et son effort.

C'est pourquoi, même sous la république universelle, même après le Grand Soir, on verra toujours renaître de nouvelles aristocraties, et dans les casinos et les palaces, nous verrons toujours se presser de nouvelles catégories de jouisseurs qui solliciteront l'envie à leur tour et feront un refrain éternel de cette phrase, qui explique peut-être la principale raison d'être de l'effort humain, quand il n'est pas relevé par la poursuite de mérites supérieurs : « Ote-toi de là que je m'y mette ».

Faut-il se réjouir de la disparition des grands seigneurs ou la déplorer ?

Je crois qu'il est inutile de trop philosopher à ce sujet et il n'y a qu'à s'incliner devant le fait social qui produit ce résultat.

Nous aboutissons peu à peu à une transformation dont les premiers germes ont été posés, il y a déjà plus de trois siècles, dans certains pays, dès que la noblesse y a cessé d'être une fonction pour devenir simplement une décoration. Ce sont partout les rois qui ont commencé la déchéance de la noblesse, préparant en même temps la leur. Aujourd'hui, les rois s'en vont et les grands seigneurs les précèdent.

Mais ils sont déjà remplacés par des gens comme les Astor, les Vanderbilt, les Rockefeller, les Morgan et tant d'autres, plus riches et plus puissants que les ducs de Bourgogne et de Lorraine ne l'étaient au temps de leur plus grande splendeur.

Ces princes de l'argent ont non seulement à leur disposition des palais et des châteaux et souvent de grandes étendues de terre, mais leur fortune comprend encore l'exploitation d'usines, de mines, de compagnies de chemin de fer et de navigation, etc., etc.

Des cités entières, des milliers de gens dépendent de ces puissants financiers et sont livrés, en somme, à leur bon plaisir.

C'est là un pouvoir monstrueux que ne possédaient pas les grands seigneurs de la noblesse, et il existe sans la contre-partie des responsabilités et des devoirs sociaux, des services qui rendaient l'aristocratie d'autrefois, utile à la communauté tout entière. Peu à peu, en Amérique, à l'esprit de caste inexistant, s'est substitué l'esprit de coteries, et il y produit les mêmes inconvénients ; et il paraît que la morgue du Faubourg St-Germain n'est rien à côté de celle des *Quatre-Cents* de New-York.

Les milliardaires américains se sont tellement rendu compte que leur situation était anormale, qu'ils ont remplacé, par des actes de générosité prodigieuse, par des libéralités sans exemple dans le passé, ce défaut d'un devoir précis, correspondant à leur puissance.

C'est donc dans le Nouveau-Monde qu'il y aura encore des grands seigneurs, quand ceux d'Europe auront disparu, et ils y jouiront, par la liberté de tester, d'un privilège qui permettra la transmission héréditaire des biens à un seul. Par ses résultats, cette faculté aura tous les avantages que donnait aux grandes familles nobles l'institution des majorats.

C'est avec le pressentiment de ce qui allait se passer que Louis Veuillot a exprimé une pensée originale et saisissante : « Si je le pouvais, a-t-il écrit, je rétablirais la noblesse et je

resterais du peuple ! » Il avait peur déjà que la dépossession progressive des anciens détenteurs de la fortune privée ne se fasse qu'au profit des brasseurs d'affaires, et il avait devant les yeux l'exemple de cette grande expropriation du clergé de France, sous la Révolution, qui a fait passer pour quatre milliards de biens, non pas dans les caisses publiques, mais dans les poches de quelques accapareurs. L'Etat aujourd'hui saura mieux prendre et mieux garder. Mais lui qui deviendra le seul grand seigneur sera pour beaucoup de choses incapable de jouer le rôle qu'ils avaient dans la société et qui était favorable à bien des progrès.

Quelles que soient les futures expériences sociales, on s'apercevra du reste bien vite qu'il ne serait pas bon que, dans un pays il n'y ait ni grands, ni petits, ni même moyens propriétaires.

Chaque catégorie a son mérite et sa mission. Le rôle social du petit paysan possesseur du sol est assez connu pour qu'on n'ait pas à insister sur lui.

Mais l'utilité du grand propriétaire, en dépit du *latifundia perdidere Italiam*, n'en est pas moins certaine. Lui seul peut faire de hardies expériences dont ses voisins profiteront, et décider ainsi le progrès agricole, sans que ces expériences, si elles sont désastreuses, ne coûtent rien à la collectivité. La prospérité de l'agriculture allemande est due aux grands seigneurs, et ce fait constitue encore une de leurs plus fortes positions dans l'empire.

De tout ce que je viens de dire, les pessimistes tireront peut-être un argument en faveur de leurs idées.

Les autres y trouveront un motif d'espérer, puisque malgré tous les bouleversements sociaux, l'humanité se fraie sa voie vers un avenir meilleur au grand nombre, et que les nations marchent toujours, comme vers un but environné de brumes, à l'accomplissement de leurs destinées.

Quand tout va mal, il faut se remettre à l'étude de l'histoire, car rien n'enseigne mieux à regarder l'avenir sans peur et sans illusion, rien ne résigne davantage aux vicissitudes des malheureuses époques politiques et sociales qu'il faut traverser.